

Les Anciens Élèves de l'École Supérieure de Commerce de Clermont-Ferrand "Morts pour la France" 1939-1945

Les Anciens Élèves de l'École Supérieure de Commerce*, subissent l'occupation allemande de Clermont-Ferrand durant la Seconde Guerre mondiale. Ces années d'apprentissages sont alors rythmées par les couvre-feux, les tickets de rationnement et la présence pesante des troupes allemandes.

Dix-huit Anciens Élèves de l'École sont morts au cours de la Seconde Guerre mondiale et ont obtenu à titre posthume la mention « Mort pour la France », permettant de valoriser le courage et l'engagement dont ont fait preuve ces jeunes hommes.

Au lendemain de la guerre, en 1950, une stèle commémorative est inaugurée à l'École Supérieure de Commerce et installée dans le hall d'entrée 1919 à l'occasion du trentième anniversaire de l'École. Sur cette stèle figurent les noms des dix-huit Anciens Élèves de l'École décédés lors de la Seconde Guerre mondiale. Suite à la rénovation du hall en 1984-1985, la stèle a été déplacée au grenier de l'École pour être préservée pendant les travaux. Ceux-ci terminés, la stèle a été oubliée jusqu'en 2006, année où elle fut retrouvée et remise à sa place dans le hall d'entrée.

Jusqu'à la fin des années 1970, la date anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale en Europe, le 8 Mai, donnait lieu de la part d'un petit groupe de personnes de la communauté de l'École Supérieure de Commerce de Clermont-Ferrand, porteur du souvenir, à un moment de recueillement devant la Stèle, avec le dépôt d'une gerbe de fleurs. Puis la mémoire s'est érodée, et ce moment de recueillement a été oublié et a disparu.

*École Supérieure de Commerce (devenue Clermont School of Business en septembre 2024).



Inauguration de la stèle le 27 mai 1950 par Monsieur Francis Le Treis, Directeur de l'École à cette période.

Source : Archives internes de Clermont School of Business.

Mobilisation Générale

En France, l'ordre de mobilisation est déclenché le 2 septembre 1939, répondant à l'invasion de la Pologne par la Wehrmacht. Le jour suivant, le gouvernement français déclare la guerre à l'Allemagne. Pourtant, la France tombe dans un état passif, attendant l'attaque de l'Allemagne, faisant surgir le surnom de la « drôle de guerre » dans la presse de l'époque. C'est ainsi que certains des Anciens Élèves dont les noms figurent sur la stèle de Clermont SB sont mobilisés ou s'engagent dans l'armée (et participent aux combats). Le 14 juin 1940, l'armée allemande entre dans Paris. L'arrêt des combats est demandé le 17 juin 1940 par Philippe Pétain, alors nommé à la tête du gouvernement dans l'urgence. L'armée française est immobilisée.

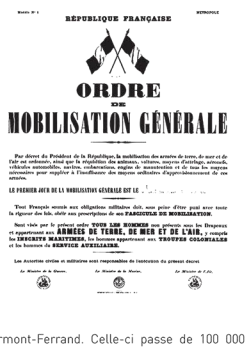
On estime alors à 1,5 millions le nombre de soldats français faits prisonniers, auxquels s'ajoutent plusieurs dizaines de milliers de morts. Le 20 juin 1940, la Wehrmacht traverse la ville de Clermont-Ferrand qui est déclarée « ville ouverte » le 21 juin, c'est-à-dire qu'aucun combat ne doit plus être mené.

À la signature de l'Armistice, le 22 juin 1940, le territoire français est démembré. Une frontière divise la France en deux zones distinctes : l'une est dite « occupée » par l'armée allemande, s'étendant de Brest à Strasbourg et descendant dans le sud jusqu'à Bordeaux. Tandis que l'autre, dite « libre » ou « non occupée », couvre le sud de la France, dont la ville de Clermont-Ferrand. Celle-ci passe de 100 000 habitants à 130 000, en raison de l'invasion, des combats, puis de cette nouvelle ligne de « démarcation ». Ce sont des réfugiés de la zone « occupée », des personnels du gouvernement français ou encore des professeurs, responsables et étudiants de l'Université de Strasbourg réfugiés auprès de l'Université de Clermont-Ferrand.

L'armée allemande franchit la « ligne de démarcation » pour envahir la « zone libre », et arrive à Clermont-Ferrand le 24 novembre 1942. Des bâtiments sont occupés. La ville n'échappe alors pas au pillage orchestré par le régime nazi et l'Etat Français, ce qui conduit à une pénurie de matières premières, l'électricité est coupée et la population est maintenue dans la précarité (vêtements, chauffage, alimentation).

Dans ce contexte, les dix-huit Anciens Élèves de l'École Supérieure de Commerce de Clermont-Ferrand, dont nous commémorons la mémoire, vont voir leurs vies détruites : militaires tués ou décédés en camps de prisonniers, réfractaires au STO et résistants tués ou morts en déportation.

Ordre de mobilisation générale. Source : Archives Départementales du Puy-de-Dôme, R2084 (en ligne)

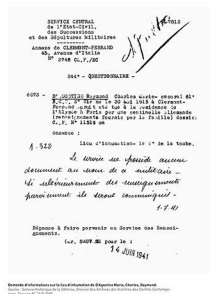


Portrait

Mario Charles Raymond D'Agostino

Mario Charles Raymond D'Agostino est l'aîné d'une fratrie de trois enfants et grandit à priori sans son père. Il termine ses études à l'École Supérieure de Commerce en 1933. Il n'obtient pas de diplôme mais un certificat d'études attestant l'acquisition de certaines compétences.

Puis, en 1936, il rentre dans l'armée de Terre pour son service militaire. Il est ensuite mobilisé dans le cadre de la Seconde Guerre mondiale en tant que Caporal du 61^e bataillon des Chasseurs à pied (61^e B.C.P). Les 6 et 9 juin 1940, les soldats allemands pénètrent dans l'Oise, qu'ils occupent entièrement en moins d'une semaine après les combats menés. Il participe à la bataille du 11 et 12 juin 1940, à Ormoy-Villiers (département de l'Oise), une des dernières batailles menées



contre les troupes allemandes avant la défaite française, symbolisée par l'arrivée de l'armée allemande à Paris. Mario D'Agostino est fait prisonnier au cours de la bataille, à Lagny, le 14 Juin.

L'administration semble perdre sa trace faute de correspondance envoyée de sa part. La victoire allemande est proche avec l'arrivée des soldats allemands dans Paris. Dans ce contexte, l'Elysée est réquisitionné comme une prison de fortune avant l'arrivée des dignitaires allemands. Les dernières nouvelles de Mario D'Agostino datent du 17 juin 1940 : il est tué par une sentinelle allemande à l'Elysée. L'avis officiel de décès est envoyé le 6 mai 1941 au maire de Clermont-Fd, chargé de prévenir la famille.

Son nom apparaît sur la stèle de l'École où il est nommé ainsi : **D'Agostino Raymond**. Il figure également sur la plaque commémorative de l'église Jeanne d'Arc de Clermont-Ferrand.

Parmi les militaires, on compte les Anciens Élèves suivants :

D'Agostino Mario Charles Raymond
(Caporal du 61^e bataillon des chasseurs à pied)

Falgère Léon Emmanuel Louis
(Sergent du 9^e régiment de zouaves)

Guigon Pierre Jules
(Lieutenant de réserve au 23^e régiment d'infanterie Lieutenant du 33^e régiment d'infanterie colonial mixte sénégalais)

Lestruhaut André
(Aspirant du 226^e régiment d'artillerie, 3^e bataillon)

Paulon Albert Jules Louis
(Maréchal des logs de réserve du 236^e régiment d'artillerie)

Perronnet Louis Marius Jean
(1^{er} régiment d'artillerie)

Peuchot Pierre Marie Maurice
(5^e régiment de chasseurs d'Afrique, Capitaine de la 6^e unité du 4^e régiment des tirailleurs marocains)

Militaires

Parmi les dix-huit Anciens Élèves, huit ont été mobilisés ou se sont engagés durant la Seconde Guerre mondiale et ont été affectés dans différents régiments¹. Ces régiments sont présents à la fois en France métropolitaine et dans les colonies françaises.

En France métropolitaine, certains de ces huit Anciens Élèves sont présents dans les bataillons de chasseurs à pied, les régiments d'infanterie ou les régiments d'artillerie. Ces régiments se différencient notamment par le matériel utilisé, leurs moyens de déplacement ou encore leurs lieux d'actions durant la guerre. En septembre 1939, cinq millions de militaires sont mobilisés.

Du 10 mai au 20 juin 1940, a lieu la « Campagne de France », qui se révèle être particulièrement meurtrière. En moins de six semaines, entre 57 000 et 63 000 Français perdent la vie au cours de l'engagement face à l'armée allemande². S'ajoutent 40 000 soldats qui meurent en captivité.

Suite à l'ordre de mobilisation de 1939, les soldats des colonies françaises sont mobilisés afin d'aider la France. Nous pouvons nommer l'armée d'Afrique où le 9^e régiment des Zouaves, le régiment d'infanterie coloniale mixte sénégalaise, le 5^e régiment de chasseurs d'Afrique et le 4^e régiment de tirailleurs marocains. Ces régiments ont servi surtout à l'extérieur de la France métropolitaine après 1940. C'est ainsi que Pierre Peuchot (École Supérieure de Commerce 1940), alors présent dans le 4^e régiment des tirailleurs marocains, va combattre en Italie où il trouve la mort, le 21 janvier 1944, tué par un éclat d'obus.

Certains des huit Anciens Élèves mobilisés ou engagés ont été fait prisonniers durant les combats. Ainsi à l'issue de la défaite militaire française en juin 1940, ce sont 1 500 000 soldats français qui sont faits prisonniers. Ces prisonniers sont envoyés en Allemagne, et triés par niveaux de hiérarchie : les officiers sont envoyés dans les Ofitags (Offizier-Lager), les sous-officiers (comme Léon Falgère, École Supérieure de Commerce 1928) dans les Stalags (Stammalager). Les hommes du rang sont quant à eux répartis dans des kommandos³, des détachements de travail, dans le but de servir l'économie de guerre du III^e Reich. Les prisonniers de guerre français ont subi de nombreuses privations notamment alimentaires, des souffrances voire des situations de détresse psychologique. Cependant, l'évolution de la guerre et des besoins du Reich ne permettent pas d'écrire une histoire linéaire de la captivité des prisonniers de guerre français.

¹ unité militaire ² BEAUPRE, Nicolas, Les Grandes Guerres - 1914-1945, Folio Histoire de France, 2019, p. 846 ³ terme allemand historique utilisé

Portrait

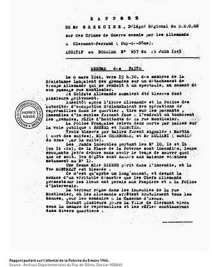
Jean Antonin Joseph Noallat

Jean Antonin Joseph Noallat étudie au lycée Amédée Gasquet de Clermont-Ferrand, avec une option commerce, de 1940 à 1943, puis à la suite de l'obtention de son diplôme, au carré français. Par la suite, sa famille fait une demande d'exhumation et de rapatriement du corps en France. Il sera donc enterré à Champeix (Puy-de-Dôme), lieu de naissance de son père.

Rafé en même temps et au même endroit que les Anciens Élèves Henri Coquelut et Robert Masson, il est déporté dans les mêmes camps que ceux-ci : de Compiegne à Auschwitz, puis d'Auschwitz à Buchenwald et de Buchenwald à Flossenbürg, dans des temporalités similaires. Il est possible qu'ils aient été ensemble dans certains camps. Son père, Antoine Noallat, a témoigné pour que Henri Coquelut soit reconnu comme déporté à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Jean Noallat obtient la mention « Mort pour la France » le 25 mars 1947. Puis, le 16 avril 1953 il reçoit le titre de déporté politique par le Ministre des Anciens Combattants et Victimes de Guerre.

Son nom figure sur le Monument aux morts de Champeix et celui de Plauzat, ainsi que sur la stèle commémorative de Clermont School of Business.



Il arrive le 16 mars 1945. Après la libération du camp par les soldats américains, Jean Noallat est hospitalisé en Allemagne, à Emmendingen à l'Hôpital d'Évacuation Motorisé 401 (H.E.M 401), le 26 mai 1945. Il décède de la tuberculose pulmonaire le 12 juin de la même année. Il est inhumé le 14 juin 1945 au cimetière civil d'Emmendingen dans le carré français. Par la suite, sa famille fait une demande d'exhumation et de rapatriement du corps en France. Il sera donc enterré à Champeix (Puy-de-Dôme), lieu de naissance de son père.

Rafé en même temps et au même endroit que les Anciens Élèves Henri Coquelut et Robert Masson, il est déporté dans les mêmes camps que ceux-ci : de Compiegne à Auschwitz, puis d'Auschwitz à Buchenwald et de Buchenwald à Flossenbürg, dans des temporalités similaires. Il est possible qu'ils aient été ensemble dans certains camps. Son père, Antoine Noallat, a témoigné pour que Henri Coquelut soit reconnu comme déporté à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Jean Noallat obtient la mention « Mort pour la France » le 25 mars 1947. Puis, le 16 avril 1953 il reçoit le titre de déporté politique par le Ministre des Anciens Combattants et Victimes de Guerre. Son nom figure sur le Monument aux morts de Champeix et celui de Plauzat, ainsi que sur la stèle commémorative de Clermont School of Business.

Attentat de La Poterne

L'attentat de La Poterne, qui a eu lieu à Clermont-Ferrand le 8 mars 1944 constitue un événement dont l'ampleur et la répression brutale ont durablement marqué la mémoire des Clermontois présents sur les lieux. Dans un climat de tension élevée, l'occupant nazi, en collaboration avec la milice française, favorise une politique répressive violente.

L'attentat du 8 mars 1944 fut préparé par le résistant René Félix dit Duroc, commissaire militaire régional des opérations Francs-Tireurs et Partisans Français (F.T.P.F.). Chaque mercredi soir, des soldats de la Wehrmacht se rendent au cinéma Le Paris, en traversant la rue Montlosier pour se rendre 8 place Chapelle de Jaudé.

Ce soir du 8 mars 1944, aux alentours de 19h, il fait très sombre. Trois résistants arrivent à bicyclette et se rendent sur une balustrade située rue Claussmann en prenant soin de cacher leurs vélos.

Ils attaquent les soldats allemands à l'aide de grenades traversant la rue, une attaque dans le but d'infliger un maximum de dégâts. Cette attaque va surprendre la colonne allemande et permettre aux résistants de s'enfuir. Le bilan de l'opération est le suivant : environ la moitié de l'effectif est blessée et un seul mort est à déplorer.

La riposte allemande va être immédiate et brutale. Les soldats commencent à tirer sur la foule, faisant des victimes civiles, notamment des jeunes sortant des restaurants. L'ensemble du quartier est mis sous contrôle allemand, les bâtiments n°10 et 14 sont incendiés. Les habitants des immeubles sont bloqués, leur évacuation est chaotique, faisant des victimes et des blessés supplémentaires, sous les yeux des sapeurs pompiers qui ne pourront intervenir qu'aux alentours de 21h15, selon Félix Mathieu, secrétaire de police.

En représailles, le même jour et les jours suivants, les soldats allemands, à l'aide de la milice française, multiplient les arrestations. On parle alors de 300 personnes arrêtées sur l'ensemble de l'événement. Parmi elles, 150 personnes au moins ont été déportées. Robert Blaizeix figure parmi les personnes arrêtées rue Montlosier le 8 mars 1944. Ses camarades, Jean Noallat, Henri Coquelut et Robert Masson le sont 9 mars 1944, au café l'Académie de Billard. Celui-ci est situé place de la Chapelle de Jaudé aujourd'hui Place de la Résistance. Au regard des témoignages, le lieu de la rafle semblait être fréquenté par des sympathisants de la Résistance voire même des personnes affiliées à des groupes de résistance. Pourtant, pour les cas d'Henri Coquelut ou Robert Blaizeix, bien que des informations attestent d'une appartenance à la Résistance n'ont été retrouvées, il est difficile de pouvoir les situer dans un groupe précis. Les représailles de l'attentat se concluent par des procès organisés par le tribunal militaire allemand du 11 au 14 mars 1944 à l'issue desquels seize résistants à l'occupant allemand sont condamnés à être fusillés.

Place de la Poterne de nos jours



Portrait

Yves Gabriel Raoul Lamourdedieu

Entre 1939 et 1941, Yves Gabriel Raoul Lamourdedieu effectue un passage au Lycée Vaugelas de Chambéry. En juin 1942, Yves Lamourdedieu obtient son baccalauréat option philosophie au Collège Supérieur d'Issoire. Quelques mois après, il intègre l'option commerce à l'École Supérieure de Commerce de Clermont-Ferrand en tant qu'élève interne.

En juillet 1943, il est réquisitionné par le Service du Travail Obligatoire (STO). Réfractaire au STO, Yves Lamourdedieu entre alors le 2 juillet 1943 dans la Résistance en Auvergne, zone 1, maquis d'Auvergne, en tant que chef de sizaïne. Il intègre alors la trentaine d'Issoire. Il utilise plusieurs pseudonymes : « Siret » selon le Bulletin de renseignements 13^e région militaire État-Major ou « Yon » d'après l'attestation de Soulier dit Chausson. Le groupe géré par Yves Lamourdedieu stationne aux environs du lieu-dit « le petit Parry », sur la commune de Dauzat S/Vodable. Le 2 juillet 1944, il sort blessé d'une confrontation avec les soldats allemands. Il est retrouvé dans une fosse sur le terrain de l'aviation d'Aunat, à proximité de la route menant à la commune de Pont-du-Château, dans le Puy-de-Dôme. On lui attribue le grade de Lieutenant de manière posthume.

Les Anciens Élèves résistants sont les suivants :

Blazeix Robert (affiliation inconnue)

Coquelut Henri (affiliation inconnue)

Falgère Léon Emmanuel Louis (militaire devenu résistant pour le Corps Franc d'Auvergne)

Grouffal André Albert Urbain (affiliation inconnue)

Lamourdedieu Yves Gabriel Raoul (Forces Françaises de l'Intérieur d'Auvergne, zone 1, maquis d'Auvergne)

Masson Robert (Forces Françaises de l'Intérieur)

Noallat Jean Antonin Joseph (Résistance Intérieure Française)

Toury René Jean Louis (Forces Françaises de l'Intérieur d'Auvergne)

Pépin Marcel Albert Désiré Hector (Forces Françaises Libres, Forces françaises de l'Intérieur et Mithridate)



Résistance

Parmi les dix-huit Anciens Élèves, neuf ont été résistants. La Résistance est constituée de deux groupes : la Résistance externe à la France métropolitaine qui est notamment portée par Charles de Gaulles à Londres et la Résistance intérieure. Cette dernière émane d'initiatives de citoyens refusant la défaite et d'autres qui reviennent en France, guidés par les bureaux d'espionnage de Londres. Les actions résistantes varient selon les motivations et les moyens de chacun : certains vont privilégier la lutte frontale par des actions armées. D'autres vont choisir de transmettre des renseignements, de nourrir la propagande anti-vichyste et anti-Nazi ou de cacher les personnes jugées indésirables par le Régime de Vichy. Il faut également noter ici qu'un individu peut résister contre l'oppression sans faire partie d'un groupe, c'est par exemple le cas d'André Grouffal (École Supérieure de Commerce 1928) qui a transmis des renseignements aux réseaux de résistance F2 et MARCEAU sans pour autant en faire partie.

Par ailleurs, les noms des mouvements de résistances dont font partie certains des dix-huit Anciens Élèves de l'École Supérieure de Commerce ont, pour certains, été créés en 1944, alors que d'autres existaient déjà depuis quatre ans, comme c'est le cas du regroupement de mouvements nommé les Forces Françaises de l'Intérieur (F.F.I.). Ces changements surviennent alors dans une volonté d'harmonisation administrative et juridique et regroupent divers mouvements de résistance.

Voici quelques exemples de groupes de résistance dont certains des dix-huit Anciens Élèves de l'École Supérieure de Commerce ont pu faire partie : la dénomination des Forces Françaises de l'Intérieur (F.F.I.) est apparue en 1944 et désigne le groupement de différents mouvements de la résistance armée française, s'étant constitués de 1940 à 1944, rassemblant notamment des membres des corps francs et des maquis. Ces groupes utilisent des journaux clandestins pour faire passer des informations importantes, qui seraient autrement censurées, organisent des sabotages et autres actions afin de ralentir l'Axe.

Les Forces Françaises Libres regroupent des hommes et des femmes qui se rallient au Général de Gaulle. Elles constituent l'armée régulière de la France libre, incluant les Forces Navales Françaises Libres (FNFL), les Forces Aériennes Françaises Libres (FAFL) et un corps volontaire féminin français. Ce groupe possède du matériel de diverses provenances : uniformes britanniques, camions et avions britanniques, matériels et armement allemand.

Dix-huit Anciens Élèves de l'École Supérieure de Commerce étaient engagés auprès des F.F.I, comme ce fut le cas de Yves Lamourdedieu ou Marcel Pépin.

Le réseau Mithridate a été créé en juin 1940 par Pierre Herbinger, travaillant avec la France Libre dans le Bureau central de renseignement et d'action M16 (Military Intelligence Section 6) qui est un service de renseignement britannique agissant à l'extérieur de son pays natal. Il retourne en France le 5 octobre 1940 et met en place le réseau Mithridate avec Fernand Guibelin. Ce réseau apparaît d'abord dans le sud de la France, l'Italie et la Corse et se développe petit à petit. En 1943, Pierre Herbinger part à Londres et fait homologuer le réseau Mithridate par les services de la France Libre.

Le Corps Franc d'Auvergne apparaît pour la première fois en avril 1943 à Lespignan dans le Puy-de-Dôme. C'est au cours du mois d'avril de cette même année qu'il fait partie des groupes de résistants les plus actifs en Auvergne avec des sabotages de véhicules par exemple ou encore des récupérations d'armes et de nourriture[?]. Ce groupe est par ailleurs très actif lors des combats de mai à juillet 1944.

^[1] Gilles Lévy, Guide des maquis et hauts-lieux de la Résistance d'Auvergne, Presses de la cité, 1984

Portrait

Henri Coquelut

En juillet 1943, Henri Coquelut obtient le Brevet Commercial au Collège Amédée-Gasquet à Clermont-Ferrand, il s'inscrit alors à l'École Supérieure de Commerce. Nous savons, d'après nos informations actuelles, qu'il a été résistant dans affiliation aucune avec un groupe de résistance. Le 9 mars 1944, suite à l'attentat place de la Poterne, il est rafé par la Gestapo au café « L'Académie de Billard » situé place de la Chapelle de Jaudé à Clermont-Ferrand, actuelle Place de la Résistance. Beaucoup de personnes arrêtées dans ce café ont un lien plus ou moins proche avec la Résistance. De nombreux cafés étaient utilisés lors de cette période par des résistants comme lieux de rencontre, d'une part pour le chauffage qui était un luxe lors des hivers, et d'autre part car une réunion publique est moins suspecte qu'une réunion privée. Son arrestation surprend certains de ses camarades à l'École :

« D'ailleurs, quand Henri Coquelut a été arrêté, le lendemain, ça a été la nouvelle de l'École : « Vous savez Henri Coquelut a été pris dans une rafle et il est au 92 ».

« D'ailleurs, quand Henri Coquelut a été arrêté, le lendemain, ça a été la nouvelle de l'École : « Vous savez Henri Coquelut a été pris dans une rafle et il est au 92 ».



Alors on a dit : « Oh ! Bah ! Ils vont bien le laisser sortir ». témoigne Noëlle Méténier[?], alors étudiante dans la même promotion qu'Henri Coquelut à l'École Supérieure de Commerce.

Henri Coquelut est par la suite mis en détention dans la prison allemande installée dans l'actuel 92^{RT} à Clermont-Ferrand jusqu'au 27 avril 1944, il est interné dans le camp de transit de Royallieu à Compiègne. Il arrive le 14 mai au camp de concentration et d'extermination d'Auschwitz (Pologne), où il reste jusqu'au 25 mai. Le 1^{er} juin 1944, il est déporté au camp de concentration de Flossenbürg (Allemagne). Le 18 février 1945, lors de la « Marche de la mort » mise en place par les soldats allemands, Henri Coquelut décède au camp de concentration de Gross-Rosen (site de Kamenz) en Allemagne.

Le 20 mars 1947, le Ministère des Anciens Combattants lui attribue la mention « Mort pour la France ». En 1954, le Ministre des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre décide de lui attribuer le titre « Déporté politique ». La mention « Mort en déportation » est ajoutée le 4 octobre 1989 sur son acte de naissance et de décès. Une rue est nommée à son nom : Rue Henri Coquelut à Ceyrat. Son nom apparaît sur le monument aux Morts de Ceyrat et sur la stèle de Clermont School of Business.

Voir bibliographie, témoignage de madame Méténier



"Mort pour la France"

La Seconde Guerre mondiale a laissé derrière elle un très grand nombre de morts, militaires et civils, résistants ou non, et des familles brisées, en quête de reconnaissance et d'aides financières nécessaires à leur survie. Les Anciens Élèves présents sur la stèle avaient tous des parents, frères et sœurs ou encore femmes et enfants, qui ont appris leur décès, par l'intermédiaire d'une lettre, ou par la visite des autorités civiles ou militaires.

Cette stèle commémore des hommes qui ont obtenu la mention « Mort pour la France », mention honorifique posthume créée durant la Première Guerre mondiale via la loi du 2 juillet 1915 et modifiée en 1922. Cette mention est unique au monde et permet une reconnaissance individuelle et des droits (inscription sur une stèle ou un monument aux morts, statut de veuve de guerre et de pupilles de la Nation).

Ces statuts s'accompagnent d'une aide financière, nécessaire à une époque où le mari et/ou père constituait la principale source de revenus de la famille. Les Anciens Élèves présents sur la stèle ont obtenu cette mention suite à une demande de l'un de leurs proches, étant décédés dans un contexte de guerre mondiale (un affrontement, une déportation, une exécution, ou des suites de blessures ou de maladie contractées durant la guerre).

Cette mention n'était souvent pas la seule attribuée, et pouvait s'accompagner de titres tels que « Déporté politique », « Déporté résistant », ou la mention « Mort en déportation », qui étaient alors également inscrits à l'état civil. Ces différentes mentions étaient soit obtenues d'office, soit demandées par l'un des membres de la famille à la suite de l'annonce du décès. Ainsi, dans le cas d'un des disparus de la stèle, pour André Grouffal, cette demande a été adressée via un formulaire au Bureau de l'État-civil des Déportés par sa fille Marie-Madeleine Grouffal, mais également par André Roudil, son beau-frère, qui demandait également la reconnaissance de ses enfants comme « Pupilles de la Nation ». Ces statuts étaient ainsi très souvent demandés par des femmes qu'elles soient mère, sœur ou fille, avec de longues procédures, accompagnées de multiples relances. C'est le cas d'Emilienne Siret, la femme d'Yves Lamourdedieu, et de Marie-Louise Toury, la mère de René Toury.

Les Anciens élèves de l'École Supérieure de Commerce de Clermont-Ferrand "Morts pour la France" 1939-1945

D'Agostino Mario Charles Raymond (1915-1940), Mort pour la France

Belin Raymond Max Joseph (1920-1944), Mort pour la France

Blazeix Robert (1924-1944), Mort pour la France

Boucher Lucien Jules (dates inconnues), Mort pour la France

Coquelut Henri (1926-1945), Mort pour la France

Falgère Léon Emmanuel Louis (1911-1943), Mort pour la France

Grouffal André Albert Urbain (1906-1943), Mort pour la France

Guigon Pierre Jules (1910-1940), Mort pour la France

Lamourdedieu Yves Gabriel Raoul (1922-1944), Mort pour la France

Lestruhaut André (1910-1940), Mort pour la France

Masson Robert (1925-1944), Mort pour la France

Montel André Annet Félix (1919-1943), Mort pour la France

Noallat Jean Antonin Joseph (1926-1945), Mort pour la France

Paulon Albert Jules Louis (1912-1940), Mort pour la France

Pépin Marcel Albert Désiré Hector (1906-1949), Mort pour la France

Perrotton Louis Marius Jean (1918-1940), Mort pour la France

Peuchot Pierre Marie Maurice (1920-1944), Mort pour la France

Toury René Jean Louis (1924-1945), Mort pour la France

Remerciements

Merci à toutes celles et ceux qui ont œuvré avec engagement pour faire revivre cette mémoire et assurer la qualité de cette exposition
Merci à Clermont School of Business, à son Directeur Général Richard Soparnot,
Merci à l'Association Clermont SB Alumni, et à sa Déléguée Générale Anne Flippe,
Merci à la Fondation Clermont SB et à son Directeur Robin Jund,
Merci à l'InfoLab - Sophie Lastic-Bertret.

Merci à l'Amicale des diplômés Clermont SB retraités, pour son soutien qui nous a permis la concrétisation du projet.
Un grand merci à nos deux référents, Michèle Morge et à Alain Audenot, à l'initiative du projet avec l'Amicale, pour leur confiance et leur accompagnement sans faille, pendant ces deux ans.

Merci à Céline Bricault et Françoise Le Borge, nos professeurs référentes de l'UCA sur ce projet, pour leur accompagnement pédagogique tout au long de ces deux années de travail.
Merci enfin à Eric Panthou qui nous a été précieux dans la relecture historique de cette exposition.

Merci aux Archives Départementales du Puy-de-Dôme, ainsi qu'au Service Historique de la Défense, Division des Archives des Victimes des Conflits Contemporains pour leur aide et la numérisation des documents indispensables à cette exposition.

Merci à Noëlle Méténier et à Annette Montfollet-Toury pour leurs précieux témoignages.

Étudiants de l'UCA impliqués dans le projet : Anne Badin de Montjoye, Marina Bocket, Simon Gambey, Maëlle Lévêque, Victoria Marcon, Agathe Ville

A LA MÉMOIRE DES ANCIENS ÉLÈVES DE L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE CLERMONT-FERRAND
MORTS POUR LA FRANCE
1939.1945

D'AGOSTINO	RAYMOND	1933
BELIN	RAYMOND	1937
BLAZEIX	ROBERT	1943
BOUCHER	LUCIEN	1928
COQUELUT	HENRI	1944
FALGERE	LEON	1928
GROUFFAL	ANDRE	1928
GUIGON	PIERRE	1925
LAMOURDEDEU	YVES	1943
LESTRUHAUT	ANDRE	1928
MASSON	ROBERT	1944
MONTTEL	ANDRE	1939
NOALLAT	JEAN	1944
PAULON	ALBERT	1930
PERROTON	LOUIS	1938
PEUCHOT	PIERRE	1940
TOURY	RENE	1944
PEPIN	MARCEL	1928

Musée des Anciens Elèves de l'École Supérieure de Commerce de Clermont-Ferrand